

VERS UN SADO-SOCIALISME À LA FRANÇAISE ?

Par Jean Blairon et Laurence Watillon

Si l'on avance que les médias ont horreur du vide, cela ne se résume pas (plus) à dire que les grilles doivent être saturées, la diffusion ininterrompue, l'interlude honni. Cela désigne plutôt le fait que les agents du champ médiatique ne peuvent plus imaginer une vie quotidienne qu'ils ne remplissent pas de leur présence. Le slogan de RTL « vivre ensemble » le signifie d'ailleurs sans ambiguïté.

Mais cette cohabitation n'est pas égalitaire : il y a bien en l'occurrence des faconnés et des façonnés. Paul Virilio le rappelle en constatant que l'omniprésence médiatique dans notre quotidien relève de l'administration de la peur :

« Les manifestations de l'administration de la peur sont innombrables, ils sont notre quotidien lui-même. Début 2010, en France, on rejouait l'expérience de Milgram de 1963, pour constater la docilité effrayante des individus-télespectateurs face aux injonctions de l'animateur-roi dans un documentaire intitulé « Le jeu de la mort » ; en 2006, c'est l'émission de télé « Bye Bye Belgium » qui annonçait faussement l'éclatement de la Belgique pour émouvoir Flamands et Wallons. Plus récemment, en Géorgie, l'émission de la chaîne privée IMEDI (« Espoir », sic !) annonçait l'invasion des chars russes et la mort du président élu, semant réellement la panique que l'on devine... Des images, des paniques... On comprend bien que *Le Ministère de la peur* de Graham Greene a repris du service actif et, cette fois, interactif ! »¹

Les agents du champ politique partagent avec les protagonistes du champ médiatique cette obsession de la présence « interactive » dans les foyers. Il s'agit pour eux d'être aussi visibles que possible par le truchement des médias, avec probablement une hiérarchie des préférences et des préséances – sans cesse étendue : dans le journal télévisé du soir, dans l'émission radio du matin, dans les grands « examens » (type « le Grand oral », « Jeudi en prime »), dans les talk shows, dans les émissions people ou les jeux (« 69 minutes sans chichi », « De slimste Mens Ter Werled ») ...mais certainement avec des confusions de genres de plus en plus étendues.

Une **connivence structurelle** forte relie donc ces deux catégories d'agents dans leur propension à coloniser le quotidien par le « visible ». Il faut parler, avec Michel Wieviorka, de « relation presque incestueuse »² ; s'interroger, avec Pierre Bourdieu, sur les « lieux neutres » où « se rencontrent

1 P. Virilio, *L'administration de la peur*, Paris, Textuel, 2010, p. 93.

2 « L'information politique s'est apparemment affranchie de tout contrôle direct, ostensible imposé par le pouvoir, elle procède en fait, de plus en plus, de relations étroites mais diffuses entre les journalistes et les acteurs politiques, qu'ils soient partie prenante du pouvoir ou de contre-pouvoirs. Ces relations se sont densifiées, épaissies avec l'essor des dispositifs de communication, l'entrée en jeu des « communicants », la généralisation d'« éléments de langage », l'importance des instituts de sondage, la démultiplication des chaînes d'information qui fonctionnent en continu et flottent sur l'actualité sans grande profondeur. » M. Wieviorka, « Traverser le système politico-médiatique... et penser », *Retour au sens, en finir avec le déclinisme*, Paris, Laffont, 2015, pp. 333-334.

penseurs en mal de pouvoir et puissants en mal de pensée »³ et où ils tissent des affinités qui ont parfois du mal à se cacher à l'antenne⁴.

Mais il faut aussi analyser la **connivence de style et de forme** qui s'étend de plus en plus : petites phrases accrocheuses, raisonnements ultra-courts, pensée simplifiée si ce n'est caricaturale, organisation concertée du temps (intervention formatée pour le JT du soir, interrogation aux aurores, présence médiatique « qui tombe bien », etc.).

La réduction de la réalité et plus précisément de la réalité politique au visible formaté (par les canons médiatiques), et plus encore la production d'une réalité virtuelle par ce formatage, et l'invasion de tout le quotidien par ces produits concurrentiels industrialisés constitue une colonisation d'un nouveau genre. Parfois, le sordide le dispute à la bêtise.

Nous allons en donner un exemple dans cet été finissant, avec la « polémique » médiatico-politique construite autour du « burkini » – nous devrions dire avec ce fait de vie quotidienne construit médiatiquement comme une polémique, non sans effets politiques.

Le « Burkini » est une sorte de combinaison de bain couvrant une grande partie du corps que choisissent de porter à la plage certaines femmes, pour de multiples raisons : le sport pour les surfeuses, par exemple. Le nom contractant les termes de « burka » et de « (bi, mono, zéro ?)kini » donne cependant à ce type de vêtement une connotation religieuse immédiate.

Dans certains cas (dont les surfeuses ont été exceptées, on suppose), le vêtement de bain a été interdit par des mairies. L'agitation médiatico-politique a fait le reste, permettant au Premier Ministre français de « s'exprimer ». La cour constitutionnelle a toutefois invalidé les mesures d'interdiction.

Mais les « arguments » avancés par certains, dont le Premier Ministre au premier chef, laissent tout de même rêveur.

Tout d'abord, le recours à la tautologie en forme de progression (et d'assimilation forcée) :

« Un foulard est un foulard, un burkini est un burkini, une burqa est une burqa. »⁵

Un minimum de recours à la logique aurait dû débusquer dans cette forte formule un sophisme de preuve par la thèse, visant à assimiler le port de ce vêtement à un acte politique d'agression :

« C'est pour moi un symbole d'asservissement de la femme comme si la femme dans l'espace public était impudique », a déclaré le Premier ministre face à Jean-Jacques Bourdin. Et d'ajouter : « Ce sont des signes de revendication d'un islamisme politique qui vise à faire en sorte que, dans l'espace public, on fasse reculer la République. »⁶.

On est surpris d'entendre dans la bouche du même que le burkini n'est « pas compatible avec les valeurs de la France et de la République »⁷ et d'apprendre que la République (et ses valeurs) se

3 « (...) tout ce corps de lieux communs, élaborés dans des lieux de rencontres spécialement aménagés afin de favoriser les échanges entre « penseurs » en mal de pouvoir et puissants en mal de pensée (revues, clubs et colloques) et inlassablement ressassés dans les journaux et les hebdomadaires, exprime très directement la vision et les intérêts de la grande noblesse d'Etat, issue de l'ENA et formée à l'enseignement de Sciences-Po. » P. Bourdieu, *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 221.

4 On se souvient de l'interpellation de M. Daerden à F. De Brigode, suite à la victoire électorale inattendue du premier en juin 2010 : « Vous en aviez douté, François ? » et des balbutiements maladroits du second « Moi c'est François De Brigode »...

5 www.lemonde.fr/societe/article/2016/08/26/le-conseil-d-etat-suspend-l-arrete-anti-burkini-de-villeneuve-loubet_4988472_3224.html

6 Idem, *ibidem*.

7 www.lemonde.fr/religions/article/2016/08/17/manuel-valls-soutient-les-maires-ayant-interdit-le-burkini_4983667_1653130.html

caractérise(nt) par le dévoilement ostentatoire du corps :

« Marianne, le symbole de la République, elle a le sein nu parce qu'elle nourrit le peuple. Elle n'est pas voilée parce qu'elle est libre. C'est ça la République ».⁸

Sans le savoir peut-être, Manuel Valls prend là le chemin du marquis de Sade, appelant les Français, non sans ironie peut-être, à faire « encore un effort pour être républicains ».

Voici quelques extraits du combat « républicain » – libertin – que l'écrivain entendait mener contre la pudeur. Par une série de raisonnements pour le moins sollicités, le marquis de Sade s'attache à renverser les idées reçues :

- la pudeur est signe de corruption ;
- est criminelle toute résistance aux instincts et aux passions ;
- le gouvernement doit mettre à disposition des libertins des individus entièrement subordonnés à leur désir de domination ;
- la libération de ces désirs tyranniques protège le gouvernement des troubles publics.

« Détaillons maintenant et commençons par analyser la pudeur, ce mouvement pusillanime, contradictoire aux affections réputées impures. S'il était dans les intentions de la nature que l'homme fût pudique, assurément elle ne l'aurait pas fait naître nu ; une infinité de peuples, moins dégradés que nous par la civilisation, vont nus et n'en éprouvent aucune honte ; il ne faut pas douter que l'usage de se vêtir n'ait eu pour unique base et l'inclémence de l'air et la coquetterie des femmes ; elles sentiraient qu'elles perdraient bientôt tous les effets du désir si elles les prévenaient, au lieu de les laisser naître ; elles conçurent que, la nature d'ailleurs ne les ayant pas créées sans défauts, elles s'assureraient bien mieux tous les moyens de plaire en déguisant ces défauts par des parures ; ainsi la pudeur, loin d'être une vertu, ne fut donc plus qu'un des premiers effets de la corruption, qu'un des premiers moyens de la coquetterie des femmes.

(...)

Maintenant que nous sommes revenus sur tout cela de la foule d'erreurs religieuses qui nous captivaient et que, plus rapprochés de la nature par la quantité de préjugés que nous venons d'anéantir, nous n'écoutons que sa voix, bien assurés que, s'il y avait du crime à quelque chose, ce serait plutôt à résister aux penchants qu'elle nous inspire qu'à les combattre, persuadés que, la luxure étant une suite de ces penchants, il s'agit bien moins d'éteindre cette passion dans nous que de régler les moyens d'y satisfaire en paix. Nous devons donc nous attacher à mettre de l'ordre dans cette partie, à y établir toute la sûreté nécessaire à ce que le citoyen, que le besoin rapproche des objets de luxure, puisse se livrer avec ces objets à tout ce que ses passions lui prescrivent, sans jamais être enchaîné par rien, parce qu'il n'est aucune passion dans l'homme qui ait plus besoin de toute l'extension de la liberté que celle-là. Différents emplacements sains, vastes, proprement meublés et sûrs dans tous les points, seront érigés dans les villes ; là, tous les sexes, tous les âges, toutes les créatures seront offerts aux caprices des libertins qui viendront jouir, et la plus entière subordination sera la règle des individus présentés ; le plus léger refus sera puni aussitôt arbitrairement par celui qui l'aura éprouvé. Je dois encore expliquer ceci, le mesurer aux mœurs républicaines ; j'ai promis partout la même logique, je tiendrai parole.

Si, comme je viens de le dire tout à l'heure, aucune passion n'a plus besoin de toute l'extension de la liberté que celle-là, aucune sans doute n'est aussi despotique ; c'est là que l'homme aime à commander, à être obéi, à s'entourer d'esclaves contraints à le satisfaire ; or, toutes les fois que vous ne donnerez pas à l'homme le moyen secret d'exhaler la dose de despotisme que la nature mit au fond de son cœur, il se rejettera pour l'exercer sur les objets qui l'entoureront,

⁸ www.lesoir.be/1304483/article/actualite/france/2016-08-30/sein-nu-marianne-une-historienne-recadre-valls-ce-premier-ministre-inculte

il troublera le gouvernement. Permettez, si vous voulez éviter ce danger, un libre essor à ces désirs tyranniques qui, malgré lui, le tourmentent sans cesse ; content d'avoir pu exercer sa petite souveraineté au milieu du harem d'icoglans ou de sultanes que vos soins et son argent lui soumettent, il sortira satisfait et sans aucun désir de troubler un gouvernement qui lui assure aussi complaisamment tous les moyens de sa concupiscence. »⁹

Nous ignorons si le Premier Ministre socialiste se recommande, comme d'autres, du libertinage. Mais il est difficile de contester que ses formules-choc, ses simplifications outrancières, ses assimilations et ses généralisations hâtives, l'attitude matamoresque qu'il affecte le placent dans le droit fil du sillon des paralogismes sadiens.

Pour lutter contre l'asservissement des femmes, leur sera-t-il imposé, au nom de la paix et de la cohésion sociales, un **devoir d'exhibition** par les virils défenseurs de la République ?

La défense de la liberté incarnée par Marianne impliquera-t-elle une hyper-sexualisation de la plage définie comme espace public ? La même « liberté » sera-t-elle de mise dans n'importe quel autre espace public ?

Il serait tout de même utile de rappeler que le sociologue Goffman avait établi un corpus d'analyse des « territoires du moi » entendus comme des ayant droit de la personne¹⁰ (et pas de la République). Parmi ces territoires : le corps. Toute sortes de violations de cette catégorie de droits ont été répertoriées par lui. Parmi celles-ci : l'exhibition (auto-violation) ou, à l'inverse, la revendication excessive de propriété, qui conduit par exemple un patient à refuser de se dénuder devant son médecin.

Cette sociologie s'est donc attachée à montrer que la frontière entre violation et non violation, tant en matière d'obligation que de refus de s'exhiber n'est pas si simple à établir, tant sont nombreux les facteurs dont il faut tenir compte.

Les différences culturelles et sociales, en premier lieu (sauf à considérer que dans un pays, il n'y a qu'une best way culturelle admissible) ; l'intention ensuite (l'inattention ou la maladresse qui expose une partie du corps n'est pas l'exhibitionnisme pervers) ; le contexte enfin – si la plage n'est pas considérée comme un espace public équivalant aux autres et que des tenues fort légères n'y sont plus d'office qualifiées d'infraction, faut-il pour autant conclure qu'une combinaison couvrante équivaut d'office à une extension excessive de son droit de propriété et oublier par exemple que les baigneuses, jusqu'en 1900, en France, après la Révolution et l'instauration de la République, étaient vêtues d'une manière qui rappelle en tous points la combinaison contestée ?

Mais il est à craindre que l'inculture sociologique ne soit pas seule en cause dans cette affaire¹¹. C'est aussi d'un discours d'auto-affirmation, mâle et guerrier, contre un repoussoir construit comme omniprésent qu'il s'agit.

« Ce sont des signes de revendication d'un islamisme politique qui vise à faire en sorte que, dans l'espace public, on fasse reculer la République. »¹²

Et il aura fallu, puisque nous n'en sommes plus à un paradoxe près, que ce soit B. Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur, chargé du maintien de l'ordre, qui rappelle son Premier Ministre à la raison, comme

9 Marquis de Sade, *Français encore un effort si vous voulez être républicains*, récemment republié, Paris, Fayard, Mille et une nuits, 2014.

10 E. Goffman, « Les territoires du moi », in *La mise en scène de la vie quotidienne, 2. Les relations en public*, Paris, Minuit, 1973, pp. 43 et sq.

11 Nous n'évoquons pas de plus l'inculture historique dans laquelle ses communicants ont fait tomber le Premier Ministre, cf. <https://storify.com/LarrereMathilde/marianne-a-le-sein-nu-parce-que-c-est-une-allegori>.

12 Cf. www.lemonde.fr/societe/article/2016/08/26/le-conseil-d-etat-suspend-l-arrete-anti-burkini-de-villeneuve-loubet_4988472_3224.html.

l'indique *Le Soir* :

« Une loi interdisant le port du burkini serait « *inconstitutionnelle, inefficace* » et risquerait de créer « *d'irréparables tensions* », avait averti dimanche soir le ministre français de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. »

Cet épisode médiatico-politique révèle donc le désarroi de la gauche socialiste française qui se meut de plus en plus loin de ses fondamentaux.

Après sa conversion au néo-libéralisme, que lui a reprochée Pierre Bourdieu dès les années 90, elle semble prête à faire feu de tout bois, y compris de l'abandon même de la distinction gauche/droite (comme le prône l'énarque Emmanuel Macron), en passant par la surenchère sécuritaire et le retournement de toutes les valeurs, y compris le combat pour la liberté, comme nous venons de le voir... elle est suivie en cela par le Front National et ce parti qui, auto-proclamé « Les Républicains », n'hésite pas à s'arroger le monopole de l'héritage révolutionnaire dont ses positions constituent pourtant la négation systématique.

Dans la voie « mâle/sécuritaire », les agents du champ politique s'ingénient à surpasser leurs concurrents dans « l'administration de la peur », pour affirmer, dans le style imposé par les médias, une maîtrise à n'importe quel prix : les maîtres-mots sont toujours clarté – détermination – volontarisme (et l'actuel Premier ministre belge n'a pas un autre répertoire, observons-le).

L'absence de confiance faite aux femmes pour choisir elles-mêmes la manière dont elles entendent vivre leur quotidien, jusqu'à leur imposer les voies et moyens d'une libération qu'on a définie pour elles, sans elles et pourquoi pas contre elles, est si criante qu'on finira pas relier cette libération paradoxale à la volonté conservatrice, tant médiatique que politique, de garder à tout prix le monopole d'un pouvoir confiné, de plus en plus coupé du corps social et insoucieux des effets qu'il y produit.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon et Laurence Watillon, « Vers un sado-socialisme à la française ? », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, septembre 2016, URL : www.intermag.be/571.